

*Dans la nuit du 15 au 16 juillet dernier, une fraction de l'armée turque a tenté de renverser le gouvernement élu dirigé par Erdoğan. Lancée manifestement par des secteurs très minoritaires de l'appareil d'État et ne disposant d'aucun soutien de masse dans la population, cette tentative a été écrasée dans l'œuf. [Emre Öngün](#) montre dans cet article qu'elle a permis au leader de l'AKP de renforcer sa légitimité en posant en sauveur de la démocratie, mais surtout d'approfondir le « coup d'État civil » initié depuis plusieurs mois et, ainsi, d'accélérer la mutation autoritaire du régime.*

*L'auteur s'interroge enfin sur les perspectives que pourrait défendre la gauche en Turquie pour mettre fin à ce processus, dont les conséquences ne peuvent qu'être dramatiques, à court et moyen termes, pour l'ensemble des secteurs opprimés de la société turque, en particulier la minorité kurde, mais aussi pour [la révolution syrienne](#).*

## **Retour sur la tentative de coup d'État militaire**

La tentative de coup d'État en Turquie dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016 soulève de nombreuses questions, sur ses ressorts mais aussi sur la reconfiguration politique en cours depuis son écrasement<sup>1</sup>.

Alors même que le coup d'État se déroulait, autour de minuit, lorsqu'il apparaissait que les putschistes n'avaient pas d'autres ressources que celles déjà en action, les premières réactions « en direct » étaient incroyables : ces militaires pensaient-ils vraiment qu'ils parviendraient au pouvoir avec 1 000 à 1 500 soldats, deux F-16 et un hélicoptère ? En effet, la tentative du 15 juillet n'est pas un coup d'État de l'armée mais de militaires, plus précisément d'une minorité d'officiers dont l'échec était clair au bout de quelques heures.

Cette incrédulité devant la faiblesse de la tentative, incapable d'arrêter les membres du gouvernement, son absurdité *a posteriori*, a généré la théorie de « l'auto-coup » : Erdoğan, qui n'a jamais hésité à jouer de la désinformation, aurait monté un pseudo-coup afin de renforcer sa mainmise sur le pays. L'hypothèse de « l'auto-coup » s'appuie également sur le fait que plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires ont été suspendus en quelques jours, ce qui indique que des listes étaient déjà prêtes.

Pourtant, cette hypothèse n'est guère crédible, Erdoğan avait les leviers en main pour reconfigurer le champ politique en Turquie avant même la tentative de coup d'État et, comme nous allons le voir plus loin, s'était déjà engagé dans cette voie depuis les élections de novembre 2015. On peut également relever que [dans sa tribune au New York Times](#)<sup>2</sup>, remplie de contre-vérités, Fetullah Gülen dit condamner la tentative de coup d'État mais ne tente même pas de défendre la théorie de « l'auto-coup ». Nul peut douter que, s'il disposait ne serait-ce que de quelques éléments factuels pouvant laisser planer un doute dans le sens de cette théorie qui lui est favorable, il les aurait exposés. Alors, comment expliquer cette tentative et déterminer ses auteurs malgré tout ? Quelle est l'implication de la confrérie Gülen, ex-allié d'Erdoğan devenu son adversaire depuis sa rupture publique en 2013 ?

Première explication possible : les putschistes, principalement des « gülenistes » infiltrés au sein de l'armée, auraient préféré jouer leur va-tout, redoutant que la prochaine réunion du Haut Conseil Militaire – instance commune à la hiérarchie militaire et au gouvernement, déterminant notamment les avancements de carrière se réunissant une fois par an début août – aboutisse à leur purge.

Toutefois, le fait que les putschistes aient été acculés – même en admettant qu'ils aient été très étourdis – ne permet pas de comprendre à lui seul comment ils ont pu s'engager dans un projet aussi manifestement voué à l'échec sans préparer la moindre échappatoire.

De même, comment expliquer que seulement une centaine de soldats aient pu commencer à occuper un premier pont sur le Bosphore, marquant « publiquement » le début du coup d'État, alors que plusieurs milliers de soldats de la 1<sup>ère</sup> armée, dont le commandant a été l'un des premiers à dénoncer la tentative se trouvaient à Istanbul ? Où était le 1<sup>er</sup> corps d'armée stationné à Ankara alors que les affrontements s'y déroulaient et que le « cœur » des forces armées, le siège de l'Etat-major, était symboliquement occupé par les putschistes ? Où étaient les nombreux autres F-16 de l'armée turque alors que, plusieurs heures après le début de la tentative, les putschistes, en désespoir de cause, bombardaient depuis le ciel le Parlement ou s'étaient rendus une centaine de députés ?

La thèse officielle de l'AKP est la suivante : « une petite minorité de militaires a commis ces actes, le peuple s'est opposé et a sauvé la démocratie » (thèse sur laquelle on reviendra plus loin). Outre l'oubli du rôle de la police (désormais bastion de l'AKP), cette interprétation ne permet pas de comprendre pourquoi la grande majorité de l'armée n'a pas été utilisée contre les putschistes. Cela aurait été infiniment plus rapide et plus commode pour tuer dans l'œuf cette tentative. Or, comme je l'avais relevé dans [un précédent article](#), l'armée turque n'a joué aucun rôle contre ce coup d'État. Dans sa grande majorité, elle a été paradoxalement la grande absente des opérations.

Il est probable qu'à court terme nous n'aurons guère d'éléments étayés sur cette tentative. Il faut au moins se garder d'une erreur : être obnubilé par le terme de « kémalistes » en pensant que cela correspond à un courant de pensée précis (dans la société ou dans l'armée) ou un groupe donné au sein de la hiérarchie militaire.

Ainsi, bien avant le coup d'État, à la faveur de la rupture entre l'AKP et la confrérie Gülen (voir plus loin), il était possible d'observer un rapprochement au sein de l'armée, de la magistrature, etc., entre certains secteurs « républicains-étatistes », pourchassés par la confrérie Gülen, et le pouvoir en place. La politique de guerre menée contre les Kurdes a facilité ce rapprochement, sur la base commune du nationalisme (que partage également la confrérie Gülen). Le fait qu'un énergumène tel que Do?u Perinçek, caricature de l' « ultra-kémaliste-militariste-nationaliste », ait pu affirmer début 2016 sur la chaîne conservatrice et pro-AKP, Akit TV, qu'il vit « la plus belle période de sa vie » en louant le régime en place, ne signale pas seulement la bouffonnerie du personnage mais une alliance en voie de constitution.

Malgré l'absence de données irréfutables, les remarques et les propositions du journaliste turc de gauche, Ahmet ??k, dans un entretien accordé à l'édition en turc de Deutsche Welle<sup>3</sup>, peuvent constituer des pistes intéressantes. Selon Ahmet ??k, l'un des meilleurs connaisseurs du mouvement Gülen, le projet de coup d'État comprendrait les gülenistes et des non-gülenistes, issus de milieux plus traditionnels de l'armée turque soudés par leur opposition commune à Erdogan. Cependant, cette alliance se serait dissoute au cours du coup d'État, une partie des uns trahissant les autres. La fraction des gülenistes, mais pas seulement, se serait retrouvée « dans le vide » après être passé à l'acte. Cela expliquerait pourquoi les putschistes se sont engagés dans cette opération : ils pensaient disposer de réserves bien plus importantes.

La thèse avancée par A. ??k est que le gouvernement était au courant du projet et de sa réalisation, ne serait-ce que quelques heures avant. Il relève que, selon la presse, les

premiers mouvements de troupes suspects avaient commencé dans l'après-midi et que le chef d'État-major aurait été pris en otage dès 17-18 heures. Le gouvernement serait intervenu en amont de la mise en œuvre du coup d'État pour négocier avec une partie impliquée dans le projet de putsch et isoler l'autre partie. Il a pu ainsi assurer l'échec de la tentative et en appeler à sa base – police et civils – sans grand risque. Dans ces conditions, alors que ces négociations avaient abouti, il était évidemment plus sage pour une partie de l'armée, comprenant des récents ex-alliés des putschistes, de ne pas bouger du tout.

Quant à la publication très rapide de listes des magistrats suspendus, on peut tout à fait suivre A. ?k lorsqu'il indique que ces listes existent probablement depuis bien longtemps et, qu'en somme, le gouvernement a fait preuve d'opportunisme en les utilisant dans le nouveau contexte ouvert par le coup d'État et son échec, qui lui était très favorable.

### **Erdoğan vs Gülen : la guerre des acolytes**

La nuit du 15 au 16 juillet a donc vu s'affronter deux camps, dont au moins les principales composantes étaient alliées il y a encore quelques années. En réalité, sur une période plus longue, le mouvement de Fetullah Gülen et celui du *Milli Görüş* (*Vision Nationale*), principale formation de l'islam politique turc dont est issu Recep Tayyip Erdoğan, viennent des mêmes milieux tout en étant concurrents.

Ils trouvent leurs racines dans la petite bourgeoisie anatolienne, ont pris leur indépendance durant les années 60 en s'insérant dans l'ambiance de « lutte contre le communisme »<sup>4</sup>. Ils se sont renforcés durant dans le contexte politique de synthèse turque-musulmane (sunnite) et de marché libre (qu'ils soutiennent féroce ment tous les deux), postérieur au coup d'État de 1980, jusqu'à devenir les principaux partenaires du bloc au pouvoir à partir de 2002. Ces deux courants partagent également une conception conservatrice, capitaliste, étatiste et même nationaliste de l'Islam. Leur différence tient à la stratégie déployée durant plusieurs décennies.

Le mouvement *Vision Nationale* a toujours centré son action sur la sphère politique. Il s'est d'ailleurs construit à partir de l'élection de son fondateur Necmettin Erbakan en tant que député indépendant de Konya (Anatolie intérieure). Avant d'être député, Erbakan était président de l'Union des Chambres de Commerce, ce qui en faisait déjà une voix autorisée de la petite bourgeoisie anatolienne. Erbakan fonda en 1970 son premier parti, le *Milli Nizam Partisi* (Parti de l'Ordre national), avec le soutien de la confrérie soufie conservatrice de la Naqshibandiyya.

Ces différents partis constituèrent ce qui est désigné par le terme générique de mouvement *Vision Nationale*. Si le mouvement développa des structures associatives et des fondations, le centre de gravité a toujours été le parti qui fut en mesure de rejoindre des coalitions gouvernementales comme partenaire minoritaire dès les années 70.

Fetullah Gülen suivit une trajectoire différente en commençant en tant que prêcheur de la mouvance nourdjou dans le milieu des petits commerçants d'Izmir<sup>5</sup>. A mesure que son influence s'agrandit, Gülen prit son indépendance et constitua son propre mouvement, qui ne s'impliqua jamais directement dans la sphère politique. Gülen constitua un réseau éducatif à destination des enfants venus des quartiers pauvres ou des milieux modestes de la campagne.

Sa confrérie assurait une éducation de qualité à ses ouailles, qui restaient en solidarité professionnelle après leurs études, notamment au sein de l'appareil d'État. Gülen prit toujours très grand soin de cultiver ses réseaux et sa proximité avec tous les pouvoirs successifs, et accueillit favorablement le coup d'État de 1980. Il profita à plein de la campagne de libéralisation de l'enseignement pour renforcer son réseau de cours particuliers.

Les années 1990 furent une décennie de renforcement de *Vision Nationale* et de Gülen, alors que la guerre menée par l'État et ses supplétifs contre le PKK faisait rage. Au début des années 2000, l'ex-maire d'Istanbul, Recep T. Erdoğan, à la tête des « rénovateurs » de *Vision Nationale*, prit son indépendance de son vieux maître Erbakan sur une plateforme plus ambitieuse de conquête politique allant au-delà des milieux pieux traditionnels.

Avec l'arrivée de son parti au pouvoir, Erdoğan eut besoin d'alliés. [Comme l'indique Uraz Aydın](#), il s'allia à Gülen « *pour combattre l'hégémonie républicaine-laïciste dans l'appareil d'Etat et domestiquer l'armée. Les procès de 2007-2010 contre des militaires accusés d'être impliqués dans des conspirations putschistes (dont par exemple l'ancien chef de l'état-major) ne reposaient quasiment que sur des fausses preuves fabriquées et installées par la police güleniste* ».

Cependant, les relations entre Erdoğan et Gülen (qui s'est prudemment installé aux Etats-Unis) se sont détériorées au début des années 2010 en raison de la place grandissante occupée par la confrérie au sein de l'État, profitat en outre des rentes économiques générées par les marchés publics de construction et les cours particuliers. À partir de 2014, cette opposition tourna à l'affrontement clair avec la confrérie diffusant sur Internet des enregistrements compromettants sur Erdoğan et ses proches tandis que le gouvernement répliqua en purgeant des gülenistes de l'administration judiciaire (déjà) et surtout de la police.

La confrérie Gülen fut affaiblie et la nuit du 15-16 juillet constitue manifestement le dernier acte en date de cet affrontement, qui a clairement tourné à l'avantage d'Erdoğan. Si la confrérie perd actuellement, c'est qu'elle n'a jamais disposé d'une base politique de masse qui aille au-delà de ses rangs. Lorsqu'elle organisa des rassemblements en 2014, ceux-ci ne drainèrent que peu de personnes car aucun secteur social ou politique significatif n'entendait bouger le petit doigt pour ce groupe, capitaliste et nationaliste, qui n'avait jamais hésité à pourchasser les opposants de son ex-allié Erdoğan. En d'autres termes, la politique de masse a vaincu le réseau.

### **Une mobilisation pilotée par Erdoğan**

Alors qu'il était clair que le coup d'État manquait de ressources et que les putschistes les plus décidés s'affrontaient aux policiers mobilisés par le régime, Erdoğan appela le « peuple » à s'opposer au coup d'État. Cet appel fut relayé par les opérateurs téléphoniques et dans les mosquées (qui sont des institutions étatiques en Turquie).

Ainsi, d'importantes foules de civils descendirent dans la rue et se rendirent dans les emplacements détenus par les militaires putschistes. Les différents points qu'ils avaient occupés furent repris progressivement aux militaires : ponts sur le Bosphore, siège de la Radio-Télévision d'État (où, sous la menace, une speakerine avait lu leur déclaration), aéroport, commissariats de police, place Kızılay à Ankara, etc.

La proportion de militaires ayant tiré sur les policiers et *a fortiori* sur les civils fut sans doute peu élevée puisqu'une partie des soldats de base ne faisaient manifestement que suivre les ordres de leurs supérieurs, sans être au courant de l'enjeu des opérations. Ainsi, le père du soldat lynché à mort par les manifestants anti-coup d'État sur le premier pont enjambant le Bosphore, un simple appelé cantinier dans un lycée militaire, indiquait que le commandant de son fils lui avait dit qu'ils partaient en exercice<sup>6</sup>.

Les premières vagues d'arrestations, qui portaient sur les individus plus directement impliqués dans la tentative, indiquent une surreprésentation des officiers de la gendarmerie, et dans une moindre mesure de la marine et de l'armée de l'air, l'armée de terre – le corps le plus important – étant sous-représentée.

Dès la nuit du coup d'État, ce qui est devenu la thèse officielle du régime s'est propagée : « Une petite minorité de militaires a commis ces actes, le peuple s'est opposé et a sauvé la démocratie ». Comme le relèvent justement les militant·e·s de *Sosyalist Demokrasi için Yeni Yol* (Cours Nouveau pour la Démocratie Socialiste), « nous pouvons être sûrs que le 15 juillet deviendra un des mythes fondateurs du régime »<sup>7</sup>.

Cette thèse officielle comporte une part de vérité mais charrie également deux éléments de propagande pro-AKP. Le premier tient dans l'angle mort noté plus haut, à savoir l'invisibilité de la majorité de l'armée.

Le deuxième élément de propagande porte sur ce qui est nommé « le peuple ». Indéniablement, il y a eu une mobilisation populaire contre le coup d'État et, au sein de cette foule, certains ont effectivement risqué – et perdu – leurs vies. Si le coup d'État n'a eu aucune base sociale ou politique (tous les partis au parlement l'ayant condamné d'emblée), ce n'est pas « le peuple » qui est descendu dans la rue mais une fraction du peuple.

En « quantité », cette mobilisation populaire n'est en rien de comparable avec, par exemple, le déluge populaire contre la tentative de coup d'État contre Chavez en 2002<sup>8</sup>. Surtout, politiquement, ces foules étaient essentiellement composées de sympathisants de l'AKP (même si sur certaines images on distingue quelques drapeaux CHP, parti étatiste-nationaliste de « centre gauche », membre de l'Internationale Socialiste et principal parti d'opposition au Parlement).

## La Turquie n'est pas l'Égypte à l'envers

Nous savons que le coup d'État était condamné à l'échec dès la première seconde de sa mise en œuvre, mais nous ne le savons qu'*a posteriori*. Or, descendre dans la rue, la nuit, pour aller s'opposer à des tanks nécessite un fort niveau de conviction et de courage. Si cela est remarquable, cela ne peut étonner aucun observateur de la Turquie : personne n'a jamais songé à nier qu'Erdoğan dispose d'une base populaire réelle.

Il est également indéniable que les putschistes représentaient une menace immédiate pour les droits démocratiques et qu'ils devaient être vaincus. Toutefois, il faut se garder d'imaginer qu'une réaction d'une partie de la population à un coup d'État puisse porter par elle-même un espoir de démocratisation. Il n'en a pas été ainsi, et il ne pouvait en être ainsi si l'on prend au sérieux le type de forces effectivement mobilisées face à la tentative de putsch.

Cette mobilisation a été de bout en bout pilotée par le régime d'Erdoğan et est ainsi restée dans les strictes limites de la défense du régime ; l'enjeu n'a jamais été la démocratisation de ce dernier. La haine farouche portée aux putschistes a débordé les jours suivants contre tous les opposants – réels ou fantasmés – du régime.

Ceux qui étaient dans la rue la nuit du 15 au 16 juillet, puis les jours suivants, n'étaient certainement pas en majorité des « fascistes » mais des « hommes [presque aucune femme n'étant mobilisée] de la rue », issus des milieux populaires, qui constituent la base électorale de l'AKP. Toutefois, ils étaient encadrés, non seulement à distance par l'orientation donnée par le gouvernement, mais aussi sur le terrain, si l'on suit des enquêtes et des témoignages, par des militants authentiquement réactionnaires – et parfois pro-Daesh – liés au régime. Ces derniers ont pu sans difficulté réorienter des rassemblements les jours qui ont suivi le putsch contre des quartiers de minorités, par exemple à Malatya contre le quartier alevi de Paşaköy, ou Gazi à Istanbul.

Outre ce type d'initiatives, cette tendance s'est manifestée dans les rassemblements à la gloire d'Erdoğan. La journaliste Laura-Maï Gaveriaux, auteure d'[un article remarqué dans Le Monde diplomatique](#) sur la mutation du régime en Turquie, s'est rendue sur la place Taksim le 18 juillet pour le rassemblement de masse des pro-Erdoğan. Voici un extrait de son [article/live-tweet](#) qui est dans la tonalité du reste de son reportage :

*« Un jeune fait le signe des loups (signe de l'ultranationalisme turc, NdIA). Je vais le voir :*

- Qu'est ce que ça signifie ?*
- Que nous avons gagné !*
- Gagné contre qui ?*
- Les rats.*
- Qui sont les rats ?*
- Les US, l'Iran. Et surtout les Kurdes.*
- Les Kurdes, ou le PKK ?*
- C'est pareil non ?*
- Un bébé n'est pas membre du PKK.*
- Il le sera ».*

Pour comprendre ce qui a cours depuis la tentative de coup d'État, la temporalité est importante. [Léon Trotsky écrivait au sujet de la montée du nazisme en Allemagne](#) :

*« Si l'un de mes ennemis m'empoisonne chaque jour avec de faibles doses de poison, et qu'un autre veut me tirer un coup de feu par derrière, j'arracherais d'abord le revolver des mains de mon deuxième ennemi, ce qui me donnera la possibilité d'en finir avec le premier. Mais cela ne signifie pas que le poison est*

*un « moindre mal » en comparaison du revolver ».*

Dans le cas de figure turc, les putschistes sont ceux qui tirent au revolver et l'AKP a le rôle de l'empoisonneur. Le 15-16 juillet, il était clair qu'un mot d'ordre du type « D'abord mettre en échec le coup d'État puis ne rien céder à Erdoğan » était juste, mais dépassé dès le 16 juillet... En effet, la métaphore de Trotsky doit être complétée par deux remarques dans le cas turc : celui qui veut tirer au revolver a été déjà désarmé par l'empoisonneur et se trouve dans un cachot ; et l'empoisonneur utilise des doses importantes (et non faibles) capable de tuer à bien plus brève échéance.

Le fait est que le coup d'État était entièrement liquidé la nuit même de sa réalisation. Ce qui s'est passé en Turquie n'est donc pas l'envers de la traumatisante expérience égyptienne. Il ne s'agit pas d'une version « heureuse » dans laquelle un Sissi turc aurait été empêché d'arriver au pouvoir et où un Morsi turc (Erdoğan), même s'il est un politicien capitaliste et conservateur, assure un parlementarisme et un espace démocratique qui a disparu en Egypte.

Erdoğan n'est pas Morsi parce que son emprise sur l'État, au bout de 14 ans de pouvoir, est incomparablement plus importante que celle dont Morsi pouvait disposer. En outre, les putschistes isolés ne sauraient être comparés aux forces dont disposait Sissi, alors commandant en chef de l'armée égyptienne.

### **Derrière la mise en échec du coup d'État militaire, le coup d'État civil s'approfondit**

En réalité, la tentative était déjà de l'histoire ancienne le 16 juillet au matin alors que le pouvoir prenait l'initiative d'arrestations en masse et de suspensions de la fonction publique, accélérant ainsi les purges entamées avant le coup d'État et contribuant au renforcement de la mutation du régime.

Il est bien difficile en effet d'affirmer que ce régime est démocratique, même à l'aune du parlementarisme bourgeois (et de son insuffisance). L'existence d'une compétition électorale en Turquie, effectivement remportée par l'AKP, ne suffit pas. Comme cela a déjà été indiqué à plusieurs reprises – avec bien d'autres observateurs – les statistiques électorales (scores, répartition des sièges, etc.) créent l'illusion d'une similarité avec les systèmes parlementaires démocratiques bourgeois, et masquent les arrestations arbitraires, les attentats de groupes pro-Daesh (que l'État laisse faire) dont sont victimes des opposants, les [manifestants tués par la police](#), les localités kurdes détruites par l'État, [les habitants qui y meurent](#), la vague de pogroms anti-Kurdes coordonnée en septembre 2015, l'emprisonnement de nombreux élus locaux kurdes, etc.

Même si dans les pays occidentaux la démocratie parlementaire est démantelée de manière accélérée ces dernières années, même si les droits démocratiques ne cessent d'y reculer, particulièrement dans la France de l'état d'urgence et de « l'idéologie antiterroriste », la situation n'est guère comparable à celle qui a cours en Turquie. S'il est pertinent de noter certaines convergences entre régimes politiques, la mutation anti-démocratique s'avère bien plus avancée en Turquie qu'en Europe occidentale.

De plus, ce régime n'est pas stabilisé ; il ne cesse de muter dans un sens autoritaire et potentiellement fascisant sur une base nationaliste-sunnite, c'est-à-dire considérant qu'est

seul légitime en Turquie ce qui est ethniquement turc et de religion sunnite Avant le 15 juillet, j'avais parlé de « coup d'État civil » pour désigner l'initiative prise en mai par le gouvernement AKP, avec l'appui de l'opposition nationaliste (CHP et les ultranationalistes du MHP). [J'écrivais alors](#) :

*« La majorité qualifiée des deux-tiers a voté l'article provisoire numéro 20 de la constitution levant l'immunité parlementaire des députés poursuivis en justice au moment du vote. Ce caractère « provisoire » est absolument crucial : il ne s'agit pas de la fin du principe des immunités parlementaires, seuls sont visés les députés faisant actuellement l'objet d'une procédure judiciaire. Les députés dans ce cas ne sont pas seulement membres du HDP (51 sur les 137 députés concernés au total) mais il s'agit du parti le plus touché (Sur les 667 procédures judiciaires en cours 405 portent sur 51 députés HDP sur un total de 58 députés de ce parti). Surtout, Erdoğan et le gouvernement ne font pas mystère que la procédure vise à exclure les députés HDP du parlement et à les faire condamner ».*

Le schéma du 15 juillet n'a donc pas été une mobilisation populaire mettant en échec un coup d'État militaire pour défendre un système parlementaire dirigé par un politicien conservateur et capitaliste ; mais bien un coup d'État militaire étouffé dans l'œuf et un coup d'État civil qui s'accélère et dont l'issue ne pourra être connue qu'à moyen terme<sup>9</sup>.

Depuis la tentative de coup d'État, le régime a en effet réalisé une purge de grande échelle dans la fonction publique : des dizaines de milliers de fonctionnaires ont été suspendus, dont plusieurs n'avaient rien à voir de près ou de loin avec la confrérie Gülen (notamment des « universitaires pour la paix »). Le chiffre dépasse 20 000 personnes au ministère de l'Éducation et près d'un cinquième des magistrats du pays sont touchés. À cela s'est ajouté la suppression des congés de l'ensemble des fonctionnaires, l'interdiction de quitter le territoire pour les universitaires dont les missions à l'étranger ont été supprimées ainsi que la fermeture de nombreuses organisations<sup>10</sup>.

Les mesures arbitraires contre les putschistes ou présumés tels ont commencé dès la nuit du 15 au 16 juillet et se sont poursuivis depuis. [De nombreux cas de torture ont été reportés](#), tandis que le gouvernement estimait qu'il ne pouvait rester « insensible » aux demandes de peine de mort et que [des « cimetières pour les traîtres »](#) sans service funéraires adéquat étaient construits.

L'état d'urgence a été établi, sur le « modèle français » selon des dirigeants de l'AKP, ce qui laisse songeur sur la capacité d'inspiration de François Hollande et Manuel Valls... Mais à son grand frère français, l'état d'urgence turc a ajouté la possibilité de la garde à vue de 30 jours. Souvenons-nous en outre qu'en 2002, l'AKP levait l'état d'urgence au Kurdistan de Turquie peu de temps après son arrivée au pouvoir. Le fait qu'il le rétablisse dans toute la Turquie, en 2016, est un bon résumé de la trajectoire de ce parti au pouvoir.

## **Erdoğan accélère la réorientation de sa politique internationale**

Dès avant le coup d'État, le régime d'Erdoğan avait adopté un virage en cherchant à se réconcilier avec Israël et la Russie. Le virage fut abrupt avec Israël, décrit comme un allié



nécessaire de la Turquie.

Cette « normalisation » est allée de pair avec la condamnation *a posteriori* de la mission du *Mavi Marmara* qui se rendait à Gaza en 2010 et dont 9 membres turcs furent tués par l'armée israélienne : alors qu'auparavant, Erdoğan affirmait que c'est lui qui avait décidé de cette mission, il tance désormais l'équipage en leur demandant : « à qui avez-vous demandé la permission ? ». Ce revirement ne devrait pas surprendre. Une force politique portant le projet de constituer un sous-impérialisme ne peut pas être un soutien fiable pour un combat authentiquement anti-impérialiste, *a fortiori* pour la libération de la Palestine.

D'autre part, depuis le coup d'État, les signaux d'un rapprochement, déjà en cours, entre Erdoğan et Poutine se sont renforcés. Dès fin juin, Erdoğan s'était excusé envers Poutine pour le bombardier russe abattu par les forces aériennes turques ; Poutine a depuis estimé que la page était tournée. La presse pro-Erdoğan a repris de plus belle une version qui circulait depuis 6 mois : les pilotes ayant abattu le bombardier sont des gülenistes... alors même que le Premier ministre de l'époque, Ahmet Davutoglu (disgracié depuis), avait affirmé avoir donné l'ordre finale... et a été contredit (7 mois plus tard !) par l'actuel vice-Premier ministre.

Évidemment en lien avec cette réorientation, Erdoğan a également opéré un tournant dans sa politique syrienne, l'anti-assadisme (non pas sur une base démocratique mais de prédation capitaliste et anti-kurde) est désormais un souvenir. Dans un entretien donné le 24 juillet 2016 au quotidien *Hürriyet* (nullement oppositionnel), le vice-amiral d'escadre à la retraite Cem Gürdeniz donne des pistes dans ce sens.

Cet officier supérieur, ancien président des Plans et Principes de la Marine et promis à une position de premier ordre, avait été « purgé » de l'armée après sa condamnation en 2011 par les magistrats gülenistes... avant d'être acquitté en juin dernier (après la rupture entre l'AKP et Gülen). Se définissant lui-même comme « kémaliste » (signalant à quel point ce terme est devenu polysémique), il définit les tensions en cours au sein de l'armée comme la continuité d'une division ayant toujours existé entre « pro-OTAN » (dont les gülenistes) et « eurasiatiques », indiquant la nécessité de prendre ses distances avec la « nouvelle Rome » et félicitant Erdoğan de prendre cette direction.

Les termes de la discussion sont ainsi exposés par C. Gürdeniz :

*« Lorsque le 'kémalisme', le ciment de l'armée, a été détruit par les procès truqués (menés par les magistrats gülenistes NdIA), il y a eu un vide. Mais avec ce coup d'État nous voyons que l'Islam ne peut pas remplir ce vide. L'idéologie de Gülen était l'Islam mais il a déclaré la guerre à un gouvernement islamiste. Désormais, nous devons tous être unis pour revenir aux principes fondateurs de la République ».*

Ces « principes fondateurs » comportent l'écrasement des kurdes dans la suite de la logique coloniale constitutive de la République turque. Ce rappel est à mettre en lien avec la dernière réponse de [cet entretien](#) : « A l'instant où un tel État (NdIA : une entité kurde ou sous direction kurde liée au PKK) serait créé avec un accès à la mer, l'importance stratégique de la Turquie prendrait fin. (...) Cela aurait des conséquences incommensurables nous seulement pour nous mais aussi pour la Russie et l'Iran ».

Quel que soit la probabilité d'un tel scénario, ces propos rappellent la ligne rouge du

nationalisme des dirigeants turcs, quels qu'ils soient : la création d'une entité kurde sous influence PKK aux frontières de la Turquie, une possibilité dont Erdoğan avait dit qu'il l'empêcherait « quel qu'en soit le prix ».

Il ne faudrait pourtant pas prendre les différentes déclarations anti-OTAN et l'indéniable réchauffement des relations turco-russes au pied de la lettre. Le réalignement international d'Erdoğan ne peut être que partiel. En raison de l'intégration de la Turquie dans le capitalisme mondial, des liens qui le lient depuis des décennies aux puissances occidentales et en raison même des limites propres à la Russie, celle-ci ne saurait en aucun cas remplacer les pays occidentaux comme partenaire économique ou militaire. Le régime d'Erdoğan tente plus probablement un « rééquilibrage » incertain afin de renforcer la stabilité intérieure.

Surtout, il ne faudrait pas oublier que les secteurs « eurasiatiques » de l'armée, souhaitant au minimum un rapprochement avec la Russie ne constituent en aucun cas un courant « anti-impérialiste » du seul fait qu'ils s'opposent à l'atlantisme et à Gülen. Les divergences portent sur les alliances à entretenir pour renforcer le sous-impérialisme turc et la meilleure voie pour assurer l'expansion de son capitalisme, rien d'autre.

### **Permanence des questions kurde et syrienne**

Dans ce contexte, la question kurde est toujours incontournable en Turquie. Erdoğan ne semble pas réorienter sa politique dans ce domaine et des escarmouches meurtrières entre l'armée et le PKK continuent.

Comme indiqué précédemment, cette question s'avère en continuité avec la guerre civile qui continue de faire rage en Syrie. Les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), en lien avec le PKK, y mènent des combats meurtriers (y compris envers les civils) dans la bataille de Minbaj en lien avec les forces occidentales, particulièrement les États-Unis, contre des groupes réputés djihadistes. L'enjeu, du point de vue des FDS, est de constituer une entité et une continuité territoriale sous influence PKK (autrement dit la pire crainte des nationalistes turcs, comme indiqué précédemment).

Pourtant, si la revendication d'autonomie kurde est éminemment légitime aussi bien en Turquie qu'en Syrie, elle ne saurait être satisfaites par des violences contre des populations non-kurdes. Surtout, cela ne peut se faire en paix avec le régime d'Al-Assad. Or, dans un récent entretien au quotidien libanais *As Safir*, le responsable des relations extérieures du PKK, Rıza Altun, tenait des propos favorables au régime d'Al-Assad et indiquait « qu'ils honorent les liens et le soutien qu'Al-Assad leur avait fourni dans le passé » (oubliant allègrement le revirement d'Al-Assad il y a quelques années, et le fait qu'il pourchassa le PKK et ses alliés suite à un accord avec Erdoğan).

Dans cet entretien, Altun critique la méthode de constitution du Rojava au nom de son caractère unilatéral (ce qui, pourtant, n'aurait pas été possible sans l'accord de la direction du PKK à l'époque). Il va même jusqu'à renier le nom de « Rojava » (« l'Ouest » en kurde désignant, le Kurdistan de Syrie), parce que cela dénote une identité uniquement « kurde », et indique une préférence pour une désignation telle que « Fédération de la Syrie du Nord »<sup>11</sup>.

Ces reformulations semblent tendre vers une conception de l'entité dirigée sous l'influence

du PKK la plus compatible possible avec le régime assadiste, jusqu'à en gommer formellement le caractère principalement kurde. De tels propos affaiblissent considérablement tout le discours autour du « Rojava libre et démocratique dans une Syrie démocratique », tant il ne saurait y avoir un projet de démocratie radicale en partenariat avec [un régime aussi dictatorial et meurtrier que celui d'Al-Assad](#).

Dans tout cela, la révolution syrienne est abandonnée à son immense solitude et Alep ne cesse pas d'être une ville martyre. Il est probable que cette pseudo-*Realpolitik* à courte vue se retourne à moyen terme contre les Kurdes de Syrie et de Turquie. Ainsi, qui peut garantir que les intérêts impérialistes des États-Unis les pousseront à continuer à soutenir les FDS ? Que restera-t-il aux FDS lorsque ce soutien prendra fin ? Que pourront proposer ceux-ci à un Al-Assad ayant détruit les derniers foyers révolutionnaires et rétabli ses contacts avec Erdoğan, lui-même réconcilié entretemps avec Poutine et l'Iran ?

### **Une crise qui n'en finit pas et des perspectives sombres pour les révolutionnaires**

Il n'y a pas en Turquie de signe d'une véritable reprise du processus de paix. Symboliquement, le HDP (regroupant le mouvement de libération kurde, des secteurs démocratiques et la gauche radicale) est toujours exclu des rencontres entre partis parlementaires post-coup d'État. La désescalade actuelle – il n'y a « plus que » quelques escarmouches meurtrières – relève plutôt de la paralysie de l'armée après les secousses de ces dernières semaines, certainement pas d'une démarche politique.

[Uraz Aydın souligne](#) la mise en place par Erdoğan d'une politique d'union national(ist)e sur le dos du HDP dans le contexte d'une fragilisation de l'État, parce « qu'il aura besoin des cadres républicains-kémalistes et de ceux du MHP pour combler le vide après le limogeage des gülenistes. Les militaires inculpés et condamnés pour tentatives de coups d'État lors des procès de 2007-2010 – procès qui sont tombés après le divorce de l'AKP et de Gülen – sont déjà rappelés en mission pour prendre la place des officiers gülenistes »<sup>12</sup>. Cette union national(ist)e s'est déployée dans un immense meeting le 7 août – intitulé « Pour la Démocratie et les Martyrs » – avec la participation d'Erdoğan, du chef d'Etat-major, mais aussi des deux tendances de l'opposition nationaliste domestiquée : le CHP (« centre-gauche ») et le MHP (ultra-nationaliste). La tonalité de ce meeting était celle d'une « deuxième guerre d'indépendance », signifiant en creux une éviction de tout ce qui est en dehors de ce périmètre (HDP, qui n'était évidemment pas invité, groupes révolutionnaires, etc.), considéré comme un corps étranger dans le pays.

Dans ce contexte, deux défis de taille – inscrits chacun dans une temporalité propre – s'imposent pour la gauche radicale de Turquie.

La première tâche urgente tient dans la constitution d'un front unique démocratique avec le HDP et, plus largement, avec tous les secteurs politiques et sociaux disponibles pour un tel projet. Il s'agirait donc de constituer une coalition se concentrant sur les droits démocratiques et le rétablissement d'un processus de paix. Cela constitue un passage obligé pour pouvoir mettre en crise le capitalisme turc.

Dans le même temps, il s'agit ne pas renoncer à gagner les masses drainées par l'AKP. Cependant, ce deuxième défi se situe à plus long terme puisque ces masses sont actuellement encadrées par l'appareil militant réactionnaire de l'AKP, qui rend extrêmement difficile de s'adresser à elles. Pour briser cet encadrement, des victoires lors

de conflits économiques seront nécessaires mais insuffisants, ces mobilisations restant encore essentiellement locales, ne dépassant pas l'horizon de l'usine pour s'organiser au-delà (au sein d'un syndicat par exemple).

Indéniablement, un succès dans le premier défi – sur un plan politique donc – faciliterait incommensurablement le deuxième et permettrait une offensive se déployant ouvertement sur un terrain de classe. Dans l'immédiat, des rassemblements ont été organisés pour la démocratie et contre les coups d'État organisés par le HDP le samedi 23 juillet, et celui appelé le lendemain sur la place Taksim par le CHP mais dont la base était plus large, avec la présence de confédérations et syndicats, associations, chambres professionnelles, des groupes de gauche radicale et une foule profitant de la possibilité de reprendre la rue après des mois de répression et de défilés pro-AKP. Cela montre l'existence d'un potentiel pour un front démocratique autant que la nécessité de l'unité sur une base commune<sup>13</sup>. La période qui s'ouvre n'en reste pas moins extrêmement périlleuse.

*Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.*

## références

### références

- †1 Voir également l'article de Cihan Tu?al : [pour Jacobin](#).
- †2 Lire une analyse – avec des sous-titres en anglais – de cette tribune par le journaliste Ru?en ?akir : <http://medyascope.tv/2016/07/29/the-analysis-of-fethullah-gulens-the-new-york-times-op-ed/>
- †3 Lire : <http://www.dw.com/tr/ahmet-%C5%9F%C4%B1k-darbeciler-birbirini-satt%C4%B1/a-19409115>
- †4 Pour ce parallèle voir en turc l'article synthétique de Mutlucan Sahar, « *Alt?n Nesil Milli ?radeye Kar??* » (« La Génération Dorée contre la Volonté Nationale ») : <http://www.yeniyol.org/altin-nesil-milli-iradeye-karsi-mutlucan-sahan/>
- †5 Voir aussi : <http://www.bbc.com/news/world-europe-36855846>.
- †6 Voir : [http://www.cumhuriyet.com.tr/haber/turkiye/576392/Koprude\\_linc\\_edilerek\\_olderulen\\_askerin\\_babasi\\_ilk\\_kez\\_konustu.html](http://www.cumhuriyet.com.tr/haber/turkiye/576392/Koprude_linc_edilerek_olderulen_askerin_babasi_ilk_kez_konustu.html)
- †7 Lire leur déclaration ici : <https://www.ensemble-fdg.org/content/declaration-de-la-section-turquie-de-la-4eme-internationale>
- †8 Voir : G. Ciciarello-Maher, *La révolution au Venezuela. Une histoire populaire*, Paris, La Fabrique, 2016.  
Contre toute vraisemblance, le parti de gauche radicale turque DSIP (Parti Socialiste Ouvrier de Turquie) liée à l'*International Socialist Tendency* (dont le principal parti est le *Social Workers' Party*) – et qui est pourtant une composante du HDP dont ce n'est pas la position – assimile le gouvernement AKP à un
- †9 gouvernement de droite « classique » dans un pays parlementaire, tout en y reconnaissant une tendance autoritaire et en excluant en creux la possibilité même, on se demande pourquoi, d'un coup d'Etat porté par un gouvernement civil : [http://dsip.org.tr/index.php/english/893-were-there-two-coups#.V54kl4OLSM\\_](http://dsip.org.tr/index.php/english/893-were-there-two-coups#.V54kl4OLSM_)  
Parmi les arrestations 149 concernent des généraux et amiraux, 282 des policiers gradés et 1559 des juges et procureurs. 1200 soldats qui auraient été instrumentalisés par les putschistes ont été relâchés. Dans le cadre de l'état d'urgence, 35 établissements de santé, 1043 écoles privées, 1229 fondations, 19 syndicats et confédérations ainsi que 15 universités liées à Gülen ont été dissous. De même, par décret, 45 journaux, 16 chaînes de télé, trois agences de presse, 23 stations de radio, 15 magazines et 29 maisons d'édition ont été fermés. Toutefois, au sujet des 19 syndicats interdits, il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une attaque contre le mouvement ouvrier : même si ces fermetures sont dues à une démarche antidémocratique, il s'agissait de coquilles vides ou d'une corporation aux mains des directions pour les salariés du réseau éducatif Gülen.
- †10
- †11 Voir : <http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2016/07/turkey-coup-pkk-kurds-rojava-us-intervention.html>. Et la version originale : <http://assafir.com/Article/1/504826>
- †12 Voir : <http://alencontre.org/asia/turquie/turquie-apres-la-tentative-putschiste-etat-durgence-et-union-nationale.html>.
- †13 Une position défendue par exemple la présidente de la confédération syndicale DISK (3<sup>ème</sup> du pays chez les non fonctionnaires) : [http://www.humanite.fr/turquie-arzu-cerkezoglu-accelerons-la-constitution-dun-front-democratique-612982#st\\_refDomain=www.facebook.com&st\\_refQuery=/](http://www.humanite.fr/turquie-arzu-cerkezoglu-accelerons-la-constitution-dun-front-democratique-612982#st_refDomain=www.facebook.com&st_refQuery=/)